

Indirect Tax news

Conseil d'État, 21 janvier 2016 n° 388676 et n° 388989, « SAS Sovaro » et « Juliane » – Taxe sur les salaires

La SAS Sovaro demande la décharge des rappels de taxe sur les salaires (TS) concernant les rémunérations de son directeur général et de son président aux motifs que ces derniers n'ont pas la qualité de salariés au sens du droit du travail. **Le Conseil d'Etat considère que les revenus des activités mentionnées à l'article L311-3 du CSS doivent entrer dans l'assiette de la TS et aligne ainsi l'assiette de la TS sur celle des cotisations de la Sécurité sociale (régime applicable jusqu'au 31 décembre 2012).**

La société Juliane demande l'annulation du paragraphe 40 du BOI-TPS-TS-20-10-20140122, au motif qu'il élargirait le champ d'application de la TS, régime applicable depuis le 1^{er} janvier 2013. **Le Conseil d'Etat considère que ledit paragraphe de la doctrine administrative est illégal : seuls les revenus d'activités visées à l'article 80 ter du CGI et également mentionnées à l'article L311-3 du CSS entrent dans l'assiette de la TS. Le régime de la TS est aligné sur celui de la CSG depuis le 1^{er} janvier 2013.**

Le régime applicable aux rémunérations de ces dirigeants est désormais définitivement établi.

CAA Versailles, 1^{er} décembre 2015 n° 14VE00566, « Marriott Rewards Llc » – Programme de fidélisation, déductibilité de la TVA facturée par les adhérents

La société US Marriott Rewards Llc, gestionnaire du programme de fidélisation de la clientèle du groupe hôtelier Marriott, demande le remboursement de la TVA qui lui a été facturée par les hôtels du groupe sur les nuitées offertes aux clients dans le cadre du programme de fidélité.

La CAA considère que les prestations fournies par les hôtels aux clients utilisant leurs points de fidélité le sont en application de la convention d'adhésion au programme de fidélisation. La société a donc supporté le coût de ces prestations pour les besoins de son activité de gestionnaire du programme de fidélisation. Elle est donc en droit de déduire la taxe sur la valeur ajoutée correspondante. Un pourvoi a été formé contre cette décision.

Arrêté du 7 janvier 2016 relatif à la piste d'audit - Modalités de numérisation des documents

Le nouvel article A 102 B-1 du LPF prévoit que le transfert des documents mentionnés au I bis de l'article L. 102 B établis originellement sur support papier vers un support informatique est réalisé dans des conditions garantissant leur reproduction à l'identique.

Le document ainsi numérisé est conservé sous format PDF assorti d'une signature électronique conforme, au moins, au référentiel général de sécurité (RGS) de niveau une étoile.

Position de la DRESG – TA Montreuil, 10 juillet 2015 n° 1409770-1501714, « Société Eye Shelter » – Déductibilité de la TVA, factures dont le montant de la TVA n'est pas exprimé en euros.

La DRESG rejette systématiquement les demandes de remboursement de TVA relatives à des factures sur lesquelles la TVA n'est pas mentionnée en euros en se basant sur la décision du TA de Montreuil « Sté Eye Shelter ». Cette décision fait une application stricte de l'article 230 de la Directive 2006/112/CE qui dispose que les montants figurant sur une facture peuvent être exprimés dans toute monnaie, pour autant que le montant de TVA à payer soit exprimé dans la monnaie nationale de l'État membre où se situe le lieu de la livraison de biens ou de la prestation de services.

Afin d'éviter toute difficulté, il convient de vérifier que la TVA est bien mentionnée en euros sur les factures émises et reçues.

Circulaire du 8 février 2016 sur le droit de reprise prévu par le Code des douanes, Articles 354 à 354 quater et 355 du code des douanes

Le délai du droit de reprise de la dette douanière est porté à 5 ans à partir du 1^{er} mai 2016 pour tous les actes susceptibles de poursuites pénales alors que le droit de reprise des taxes nationales recouvrées en application du Code des douanes (TVA, TGAP, TSVR, TICPE, etc.) reste fixé à 3 ans.

En outre, le délai du droit de reprise de 5 ans peut être interrompu par la notification d'un procès-verbal de douane jusqu'à la 10^e année qui suit celle au titre de laquelle les droits sont dus.

Par ailleurs et comme en matière fiscale, dans le cas où l'existence d'une créance douanière (droits de douane ou taxes nationales) est révélée à l'occasion d'une procédure juridictionnelle, l'Administration disposera d'un délai supplémentaire s'étendant jusqu'à la fin de l'année suivant celle de la décision qui clôt l'instance et au plus tard jusqu'à la fin de la 10^e année qui suit celle au cours de laquelle les droits et taxes étaient dus.

Ces nouvelles dispositions sont applicables aux faits générateurs intervenant après le 1^{er} mai 2016 et à ceux non encore prescrits à cette date.

Nous alertons nos lecteurs sur le fait que certains aspects de cette mise en œuvre ne sont pas totalement conformes au Code des Douanes de l'Union. De surcroît, ces délais extrêmement longs posent problème par rapport au délai d'archivage qui reste de 3 ans selon le Code des Douanes de l'Union.

Rescrits transfrontaliers (Rulings)

La Commission européenne avait prolongé jusqu'au 30 septembre 2018 le projet pilote mis en place en 2013 pour permettre aux assujettis de demander des rescrits sur le régime de TVA applicable à des transactions transfrontalières complexes impliquant plusieurs pays européens.

La liste des rescrits obtenus a été mise à jour en janvier 2016 et est accessible sur le site de la Commission européenne :

<https://circabc.europa.eu/sd/a/47f6f34e-2812-4542-9ead-9608d1b681fd/Cross%20Border%20Rulings%20%28January%202016%29.pdf>

(en anglais).

Contacts

Michel Guichard
Email : mguichard@taj.fr

Odile Courjon
Email : ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin
Email : bjeannin@taj.fr

William Stemmer
Email : wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian
Email : nkazandjian@taj.fr

Anne Gerometta
Email : agerometta@taj.fr

Vanessa Irigoyen
Email : virigoyen@taj.fr

Marie Manuelli
Email : mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault
Email : dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot
Email : mmichenot@taj.fr

Indirect Tax news

SAS Sovaro and Juliane, Conseil d'État, 21 January 2016, decisions n° 388676 and n° 388989 – Payroll tax

SAS Savaro requested the cancellation of payroll tax assessments concerning the remuneration of its managing director and its chairman on the ground that they are not considered as employees within the meaning of the employment law. **The Conseil d'État held that the income from activities mentioned in article L311-3 of the Social security code must be included in the payroll tax base and thus aligned the tax base of payroll tax with that of the Social security contribution (under the regime applicable before 1 January 2013).**

The company Juliane requested the annulment of paragraph 40 of the guidance BOI-TPS-TS-20-10-20140122, on the ground that it enlarged the scope of the payroll tax (under the regime applicable from 1 January 2013 onwards). **The Conseil d'État held that this paragraph of the French tax authorities' guidance is illegal: only the income from activities mentioned both in article 80 ter of the French tax code and in article L311-3 of the Social security code are included in the payroll tax base. The payroll tax regime is aligned with the General social contribution (French: CSG) since 1 January 2013.**

The regime applicable to the remuneration of these executives has now been conclusively established.

Marriott Rewards LLC (Administrative Court of Appeal of Versailles, 1 December 2015, n° 14VE00566) – Loyalty programmes – Deductibility of the VAT invoiced by participating companies

The US company Marriott Rewards LLC, which managed the customer loyalty programme for the Marriott hotel group, requested reimbursement of the VAT that had been invoiced to it by the group hotels for the nights provided to customers under the terms of the loyalty programme.

The Administrative Court of Appeal considered that the services supplied by hotels to the clients using their loyalty points were provided in application of the rewards program agreement. The company therefore incurred the cost of those services for the purposes of its business of managing the rewards program. Therefore, the company had the right to deduct the corresponding VAT.

The decision has been appealed to the *Conseil d'Etat*.

Order of 7 January 2016 – Audit trail – Requirements for scanned documents

The new article A 102 B-1 of the Tax procedures code provides that the transfer of documents mentioned in article L. 102 B, I bis, originally created in paper form, to an electronic format must be carried out under conditions that guarantee an identical reproduction of the documents.

The documents thereby converted must be held in PDF format with a matching electronic signature conforming, at a minimum, to the "one-star" level within the general security framework (French: *Référentiel général de sécurité* or RGS).

Position of the DRESG – Société Eye Shelter, Administrative Court of Montreuil, 10 July 2015 n° 1409770-1501714 – Deductibility of VAT – Invoices on which the VAT amount is not expressed in euros

The DRESG (the tax office specifically dedicated to foreign taxpayers) has been systematically refusing VAT repayment claims concerning invoices on which the VAT amount is not expressed in euros, relying on the judgment of the Administrative Court of Appeal of Montreuil in *Société Eye Shelter*. This decision endorses a strict application of article 230 of Directive 2006/112/EC which provides that the amounts which appear on the invoice may be expressed in any currency, provided that the amount of VAT payable is expressed in the national currency of the Member State in which the supply of goods or services take place.

In order to avoid any difficulties, businesses should verify whether the VAT amount is expressed in euros on invoices issued and received.

Circular of 8 February 2016 – The statute of limitations under the Customs code – Articles 354 to 354 quarter and 355 of the Customs code

The statute of limitations for customs debts is extended to five years from 1 May 2016 for all acts liable to give rise to a criminal proceedings, whereas the statute of limitations for national taxes recovered under the Customs code (VAT, TGAP, TSVR, TICPE etc) remains three years.

Moreover, the five-year period can be interrupted by an official written notification up to the end of the tenth year following the year during which the duty fell due.

In addition, as is the case for tax matters, in the case where customs omissions or inadequacies (customs duties or national taxes) are revealed during a criminal or administrative procedure, the time limit for the customs authorities is extended to the end of the year following the year of the decision which settles the procedure (but no later than the end of the tenth year following the year in the course of which the duty and tax fell due). These new provisions will apply to "taxable events" occurring after 1 May 2016 and to taxable events which have not yet been time-barred on that date.

We alert our readers to the fact that some aspects of these implementing provisions are not entirely in accordance with the Union Customs Code. Furthermore, these extremely long time limits raise problems regarding the time limit for record-keeping, which remains three years under the Union Customs Code.

Cross-border rulings

The European Commission had previously extended, to 30 September 2018, the pilot project set up in 2013 to allow taxpayers to request rulings on the VAT treatment applicable to complex cross-border transactions involving multiple European countries.

The list of rulings obtained was updated in January 2016 and is available on the Commission website (see [address](#) on previous page).

Contacts

Michel Guichard
Email: mguichard@taj.fr

Odile Courjon
Email: ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin
Email: bjeannin@taj.fr

William Stemmer
Email: wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian
Email: nkazandjian@taj.fr

Anne Gerometta
Email: agerometta@taj.fr

Vanessa Irigoyen
Email: virigoyen@taj.fr

Marie Manuelli
Email: mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault
Email: dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot
Email: mmichenot@taj.fr

NEUILLY • BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE